

RésisteR!

#8-Janvier 2012

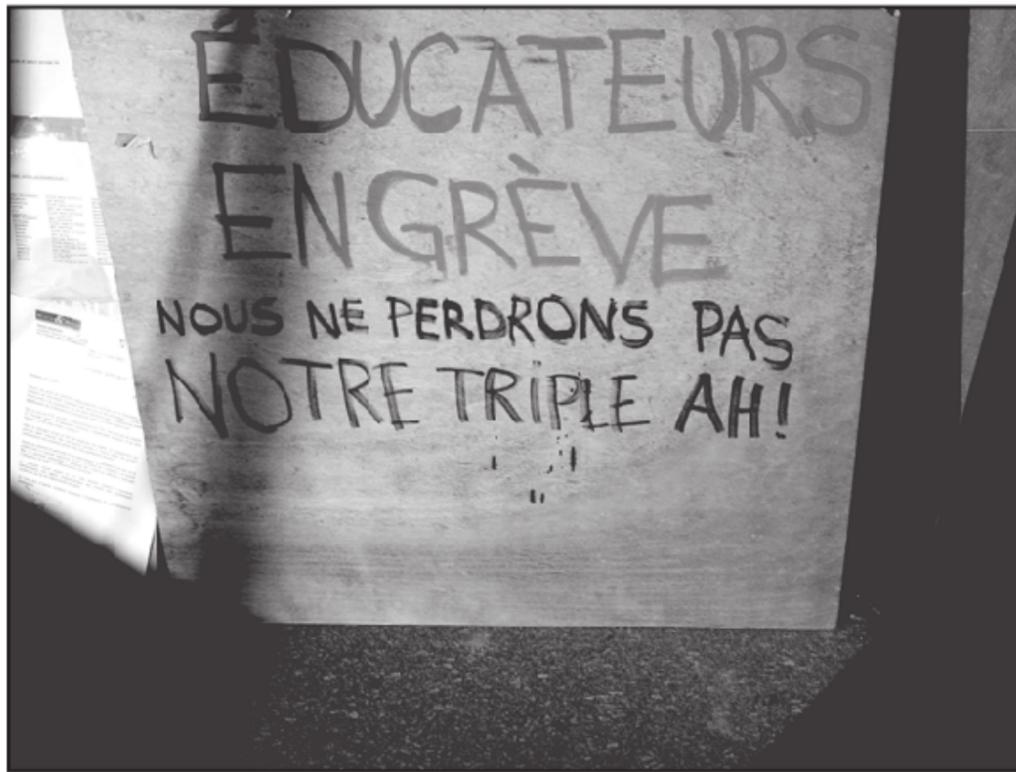
au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

conseil général 54 : le social en dé-KLEIN

L'équipe des éducateurs de Vivre dans la Ville est en grève au CG depuis 20 jours. Nous les avons rencontrés.

RésisteR! : Pouvez-vous nous parler de votre métier ?

Jean-Christophe : Nous sommes éducateurs en éducation spécialisée et contrairement aux autres travailleurs sociaux qui ont un mandat nominatif, délivré par l'aide sociale à l'enfance ou par un juge pour enfant pour suivre tel ou tel jeune, nous on a un mandat géographique sur le quartier des Nations à Vandoeuvre pour mener des actions de prévention de la marginalisation et pour soutenir les jeunes. Donc notre boulot c'est de les accompagner. On travaille avec la libre adhésion. On ne peut pas imposer une relation éducative à un jeune. On a la chance de travailler avec les jeunes de 12-25 ans et leurs familles.



RésisteR! : Pour quelles raisons avez-vous choisi ce métier ?

Jean-Christophe : Moi je ne voulais pas travailler dans la vente. J'ai choisi quelque chose qui était en accord avec mes conceptions. Personnellement je suis un militant révolutionnaire. Mais je suis le seul dans ce cas là au sein de l'équipe. On a chacun nos réponses.

Fabien : Pour ma part c'est la liberté et la

créativité que ce métier permet qui m'a plu. La créativité s'exprime dans le caractère de chaque personne avec qui on va travailler et discuter.

Irène : Il y aussi l'idée très fortement ancrée de considérer l'autre comme un être sujet, de travailler en lien avec lui, à ses cotés en l'associant toujours. De ne pas penser à la place des gens, d'entrer en relation de manière globale avec des individus et pas uniquement au travers de ce qui va mal.

RésisteR! : Quelles sont les particularités de la structure dans laquelle vous travaillez

et qu'est-ce qui est remis en cause par la proposition de fusion ?

Irène : Je crois que dans la prévention spécialisée on a une grande latitude à pouvoir agir et interagir avec le milieu de la personne. Les choses ne sont pas forcément imposées par un règlement intérieur, par une obligation de résultats.

Fabien : Dans d'autres structures il y a le

PRIX

Le prix est librement fixé par le lecteur.
Le prix de revient de ce numéro est de 0,40 €

QUE DIEU NOUS PROTHESE

page 4

TRIPLES ANDOUILLES

page 10

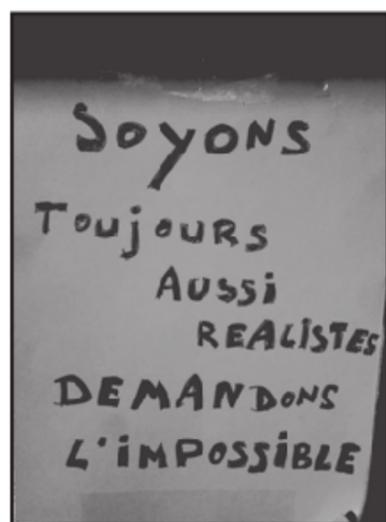
CHATEL FUMIER

page 11

politiquement correct qui vient empêcher de travailler, les bonnes pratiques sont imposées par la structure. Nous les pratiques on les définit avec les gens avec qui on travaille. Cependant je ne pense pas que ce soit notre pratique qui pose problème mais c'est la pratique dans laquelle on veut nous installer. D'autres associations ont une manière différente de pratiquer : être visible, donner des chiffres, être beau, c'est la vitrine du CG, c'est un système de communication. Notre pratique ne fait pas élire. Nous on ne peut pas montrer exactement ce que l'on fait, ils ne peuvent pas dire exactement ce que l'on fait.

RésisteR! : Sur le fond qu'est-ce que vous défendez dans ce mouvement ?

Philippe : On défend le fondement de l'éducation spécialisée à savoir le contact avec le public, le travail de rue et de réajustement. On n'a jamais été instrumentalisés par qui que ce soit. On a toujours défendu l'innovation sociale qui s'est nourrie de toute la réflexion de l'équipe qui a une stabilité de quinze voire vingt ans. A chaque fois nous avons évité tous les pièges des données



chiffrées. Il faut défendre ce type de pratique, et on ne peut pas nous couper les moyens parce qu'on serait presque en mesure d'en revendiquer d'autres tellement les problèmes sont criants. En

Moselle il y a quasiment deux fois plus de moyens. La Meurthe-et-Moselle a fait un choix différent. Nous on continue, car notre pratique est très pertinente. On est tout le temps appuyé par le public.

Irène : La grève des éducateurs de VDV ce n'est pas que la grève des éducateurs de VDV. Notre mouvement va bien au delà du maintien des postes et de l'indépendance. Comment faire pour que le politique s'interroge sur ce que doit être le travail social en Meurthe-et-Moselle et ailleurs. Notre mouvement rejoint celui de tous les éducateurs qui sont autant insécurisés, fragilisés et en difficulté que les publics avec lesquels ils travaillent.

Jean-Christophe : A VDV on croit vraiment à ce qu'on fait et on se dit : ça on le perdra pas et si une goutte d'eau a fait déborder le vase et qu'on a décidé de s'engager aussi fermement (20 jours de grève) c'est que l'on veut défendre le contenu de notre action au quotidien. On ira jusqu'au bout parce qu'on n'a pas

envie d'aller au boulot avec une boule au ventre, d'être en dépression perpétuelle, ce qui est le cas de beaucoup de nos collègues.

RésisteR! : Tu parlais de la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Comment a commencé ce mouvement ?

Fabien : C'est l'étude de faisabilité. Depuis un an et demi, on nous dit que les postes vont être gelés. En octobre 2011, quelqu'un du CG est venu nous dire qu'il y aurait une suppression de 3 à 7 postes suite à une fusion. Au mois de novembre le CG a déclaré à notre bureau qu'on allait entrer dans une étude de faisabilité pour cette fusion. Ce n'était pas une étude de faisabilité conditionnelle, c'était plutôt comment on le fait !

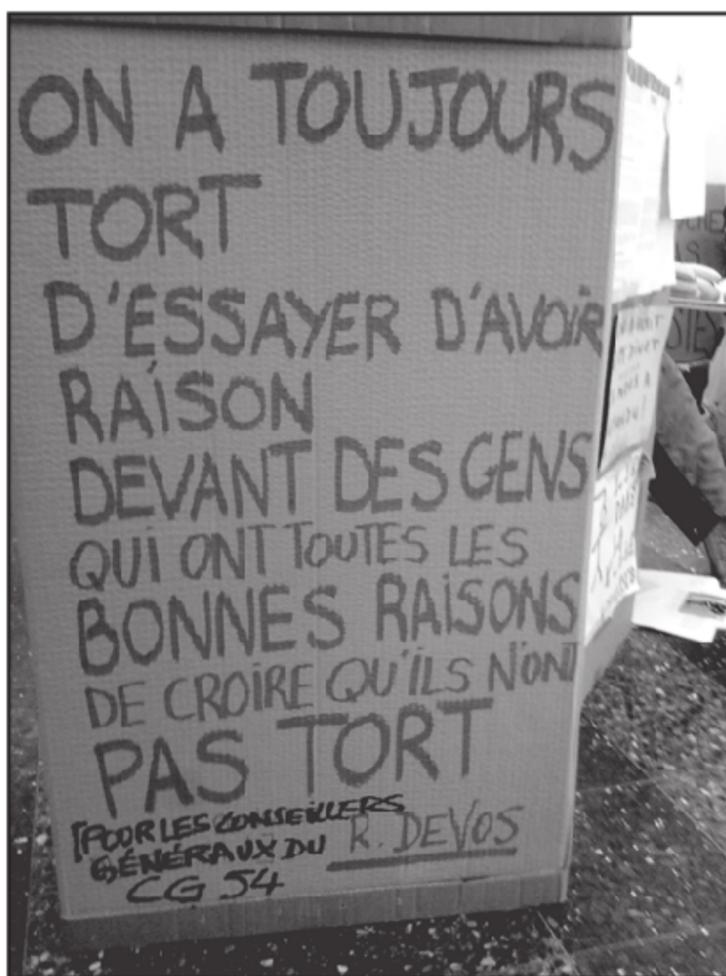
Jean-Christophe : Il n'y a jamais eu de chose précise quant aux chiffres. En même temps les politiques qui bossent avec nous nous disent : hors de question de toucher aux postes éducatifs, Mathieu Klein annonce qu'il faut impérativement gagner des postes administratifs pour préserver des postes éducatifs et le représentant du CG à notre CA dit entre 3 et 7 postes à récupérer. Or il n'y a pas 7 postes administratifs dans ces trois associations. On entend tout et son contraire.

Dans le rapport jeunesse voté en juin 2011, il était dit que pour la prévention spécialisée il y avait en tout 72 postes dans le département. Au vu des transferts de compétences obligatoires de l'Etat au département sans qu'il y ait eu le budget afférent, il fallait prendre sur les compétences non obligatoires que sont la prévention spécialisée, la PMI et le service logement. Donc le CG a dit : de 72 postes il faut passer à 56. Donc on va supprimer 16 postes pour la prévention spécialisée. Aujourd'hui ils en ont supprimé 14 et gelé 4. Et ça continue. En termes de chiffres il est impossible de savoir jusqu'où ils avaient l'intention d'aller. Ils ne s'arrêteront jamais si il n'y a pas d'action de résistance. Leur

argument de la faillite permet tout.

RésisteR! : Quels soutiens avez-vous reçus ? De qui ?

Jean-Christophe : de Sud, de la CGT, de salariés d'associations vandopériennes, de familles que nous accompagnons, de gens très divers. Du NPA, du Front de Gauche et de ses différentes



composantes. Alors que leurs élus au sein du département ont voté comme un seul homme derrière Michel Dinet. Le Front de Gauche et ses partis désavouent leurs élus et de façon officielle. Ceci est un élément significatif.

RésisteR! : Pourquoi suspendre le mouvement ?

Irène : Notre CA, qui est d'accord avec nous sur le fond (voir article Est républicain 11/01) réaffirme la confiance qu'il porte à l'équipe, la reconnaissance du travail qui est fait et la volonté que l'autonomie de l'association soit préservée. Il nous a demandé de lever le mouvement permettant ainsi d'engager des

DE NOMBREUX CONTACTS !

RésisteR! : Justement, puisque tu parles de Mathieu Klein, quels contacts avez vous eu avec les élus ?

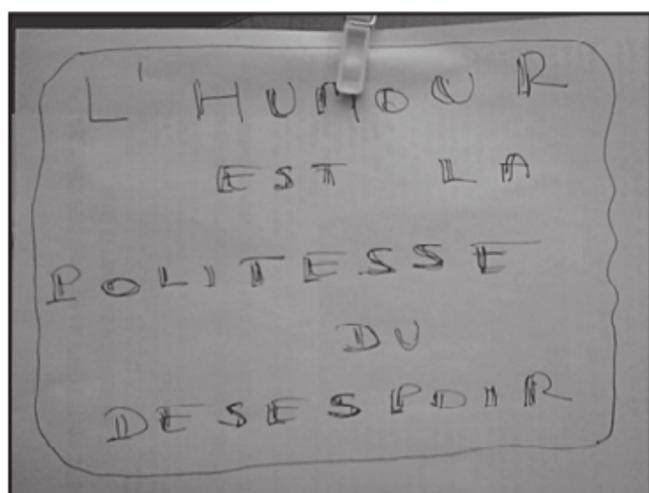
5/12 : jour du premier piquet de grève. Discussion avec Mathieu Klein. Nous lui avons fait part de notre refus du projet de fusion.

8/12 : deuxième entretien avec Mathieu Klein. Il ne comprend pas la grève qu'il qualifie de préventive contre le financeur et pas contre l'employeur. Nous lui avons rappelé son passé militant.

En décembre : envoi d'un courrier à Michel Dinet et Mathieu Klein cosigné par SUD et la CGT demandant un entretien. Fin de non recevoir accompagnée dans la presse de menace de déconventionnement de l'association (ce qui équivaut à un licenciement collectif de fait).

négociations plus sereines et plus crédibles. Donc nous avons décidé collectivement de suspendre le mouvement mais de rester extrêmement vigilants. Dans l'hypothèse où les négociations ne prendraient pas du tout l'orientation souhaitée nous reviendrons au CG54

Jean-Christophe : Comme nous l'avons fait après 15 jours d'arrêt, du 20 au 31 décembre, nous avons repris notre mouvement de plus belle. Si le CG essaye de nous balader et de balader nos employeurs on dira non. Le constat sera que finalement il n'y a que la grève qui fonctionne et la popularisation de notre mobilisation dans un lieu central. Car le CG a toute une campagne médiatique sur le thème : "Nous sommes un CG social, triple S". On veut les mettre face à leurs contradictions.



RésisteR! : Quelle est la marge de manœuvre de vos employeurs (CA)? Que pourront-ils négocier ?

Fabien : Ôter la verrue présente dans le hall du CG et arrêter la médiatisation. C'est la seule chose qu'ils peuvent négocier.

RésisteR! : Et quelle est à votre avis la marge de manœuvre du CG ?

Fabien : Totale, elle est totale. Nous ne sommes pas des politiques et ce n'est pas à nous de dire au CG ce qu'il doit faire comme choix. Mais... on va le faire quand même. J'ai appris la semaine dernière que le CG a mis en place un logiciel, qui a coûté une fortune, pour que chaque équipe puisse gérer son budget. Logiciel qui n'a pas été pris en main par les agents et qui est tombé aux oubliettes. Ça c'est de l'argent gaspillé, perdu.

Jean-Christophe : La mise en place de la fibre optique par le CG a coûté 3 millions d'euros, le budget global de la PMI : 2,4 millions d'euros. Nous on n'est rien, on ne représente rien. Qu'ils ne disent pas que ce n'est pas possible. Une augmentation d'impôt infinitésimale de 0,1 centime pourrait suffire.

Fabien : Le haras de Rosières et Salines va être rénové. Pour eux c'est un grand projet qui démarre. Cela va coûter plus de deux millions. Ils font le choix des chevaux et ils laissent tomber les jeunes.

C'est un choix. Ils pourraient dire temporairement la priorité ce ne sont pas les chevaux, ce sont les Hommes.

RésisteR! : Au jour d'aujourd'hui quel bilan pourriez vous faire sur votre mouvement ? Est-ce une réussite ?

Fabien : Il avait été annoncé que la restructuration devait prendre effet entre mars et juin 2012. Et Mathieu Klein pendant l'assemblée départementale (14/15 décembre) a sorti de son chapeau une enveloppe permettant de remplacer les postes en CDD jusqu'à fin 2012. Donc ça déjà c'est quelque chose que nous avons obtenu. Deuxième point positif, plus de gens savent ce qu'est notre métier. Nos administrateurs ont changé de discours aussi ils ont suivi avec intérêt la mobilisation alors qu'ils étaient pratiquement en train de démissionner.

RésisteR! : Par rapport à l'expérience que vous avez acquise tout au long de votre mouvement de résistance quels conseils pourriez-vous donner à d'autres secteurs actuellement en combat (École, Hopitaux...)?

Jean-Christophe : La reconductibilité du mouvement c'est une clef. La grève reconductible il n'y a que cela qui marche. Le premier jour ils ne pensaient pas nous revoir le lendemain...

Fabien : S'appuyer sur les compétences de chacun, rebondir sur les idées des uns et des autres



INTERRUPTION MOMENTANÉE DU MOUVEMENT.
Mais pic-nic maintenu tous les lundis midi de 12H à 14H dans le hall du CG54 pour se tenir au courant et montrer que nous sommes tous toujours présents.

Jean-Christophe : A chaque moment être impertinent au maximum sans aller trop loin. Il y avait des limites à ne pas dépasser ou nous allions être mal compris par les salariés du CG.

Philippe : Le lieu est important : visible, connoté, symbolique.

Jean-Christophe : Le côté festif et bon enfant de la mobilisation qui fait en sorte que les gens nous trouvent sympathiques et viennent nous soutenir. Soutien moral, financier, matériel. Très utile pour le moral.

Philippe : l'humour, nous transformer, nous déguiser, improviser. Nouer des liens avec les gens. Chanter. Humaniser le mouvement.

Notes :

CG : Conseil Général

CA : Conseil d'Administration

VDV : Vivre Dans la Ville

PMI : Protection Maternelle et Infantile

Interview recueillie par Anne & Jihel

R

L'association Réseau Salariat propose :

- L'instauration d'un droit politique nouveau faisant de tout citoyen un producteur reconnu en lui attribuant dès sa majorité une qualification personnelle et un salaire à vie irrévocables et ne pouvant que progresser.
- L'extension et la généralisation de la cotisation sociale comme mode légitime d'affectation de l'ensemble de la valeur ajoutée en instaurant :
 - **pour en finir avec le marché de l'emploi**, une cotisation salariale destinée à payer le salaire à la qualification à vie des producteurs, désormais payés indépendamment des aléas de fonctionnement de leur entreprise
 - **pour en finir avec la propriété lucrative**, une cotisation économique destinée à financer l'investissement sans accumulation financière et sans intérêts.

Association d'éducation populaire, Réseau Salariat a trois objectifs :

- **Constituer un réseau** de correspondants veillant là où ils sont à la mise en place d'initiatives de formation et de débats
- **Organiser** à grande échelle **la formation de formateurs** pour démultiplier la diffusion de ses thématiques
- **Produire** des **outils pédagogiques** sur tous types de médias

Nous avons décidé de rompre à la fois avec le marché de l'emploi et avec la propriété lucrative.

Nous souhaitons que l'essentiel du financement du réseau soit le fait des adhérents.

Pour que le projet soit viable et de qualité, il faut deux salariés à temps plein au niveau national (l'un pour l'animation du réseau et l'autre pour la coordination de la production des outils pédagogiques), ce qui représente 88 000 euros par an.

Nous avons donc besoin de votre soutien.
Association Réseau Salariat - 26 rue du Colonel Driant -
54220 MALZEVILLE
email : coordinateur@reseau-salariat.info
site : www.reseau-salariat.info

Que Dieu nous prothèse !

Jean-Claude Mas (du verbe masser = étymologie populaire) charcutier de son métier d'origine, reconnaît volontiers qu'il a trafiqué le gel dont il remplissait les implants mammaires vendus à travers le monde et que les instituts anti-cancer ont achetés les yeux fermés dans un souci d'économie, nous dit-on.

900 IMplantées, 300 EXplantées à ce jour à l'Institut Curie.

Le bougre, il a tu le procédé "maison" utilisé et personne n'a eu l'idée de vérifier le contenu des petits ballons toxiques.

On a bien alerté l'AFSSaPS, mais il a fallu deux ans pour que les gadgets empoisonnés soient retirés du marché !

La société importait des produits d'Allemagne, additifs, gel industriel, marmelade dévastatrice prête à imploser dans le corps de leurs hôtes. Elles arrivaient avec les dessous de bras en feu, plus tard avec des maladies très rares, ensuite elles sont même allées jusqu'à décéder.

Bien sûr pas de lien causal entre les implants et les « effets secondaires ».

Il y a ces jeunes filles implantées en Amérique Latine, et j'entends d'ici le doux refrain des féministes, ton corps, tu assumeras ! Oui, mais les gars aussi sont implantés, pour se faire remonter le popotin, gonfler les jarrets, reconstruire les coucougnettes, pour plaire sans doute, eh oui !

« *Ce sont des femmes fragiles, attirées par le fric* », déclare avec beaucoup de cynisme l'ex boucher du Var et le docteur Boucq, chirurgien esthétique, qui a parlé à Jean-Claude ces jours-ci, nous dit qu'il refuse de reconnaître ses torts !

Mais qui parle de fric ? Combien de temps allons-nous tolérer que les profits engagent notre santé ? Sur ce coup-là on n'a pas entendu Roselyne avec sa réforme HPST de l'hôpital ! Bien sûr il ne faut pas tout mélanger, les grandes réformes nécessaires dans un contexte d'austérité et de modernisation, et les petits truands, mais le dénominateur commun, c'est quand même bien l'argent !

Chimio périmée destinée aux tout-petits, tétines des hôpitaux stérilisées à l'oxyde d'éthylène, comme on dit chez Petroplus, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées !

A l'heure où nous terminons ce billet, nous apprenons que la frange a été dégradée, LA FRANCE a été dégradée !?

CJ

R

Dédé le roi des Francs... euh non : des euros !

Quelle ne fut pas ma surprise en ouvrant l'Est répugnant l'autre jour, de voir sa seigneurie Dédé 1^{er} De Nancy participer à l'inauguration d'un bureau de Poste dans sa bonne ville de Nancy.

J'ai pensé à une erreur de casting, une invitation mal adressée. Comment un homme qui n'a pas daigné organiser un référendum sur la privatisation de la Poste pouvait-il être si fier de l'ouverture d'un nouvel espace de Service Public sur ses terres ?

Eh bien la réponse est toute simple quand on cherche dans le pédigrée du 1^{er} plantigrade de Nancy. Il est tout simplement en responsabilité dans l'Association des Maires de France, et La Poste doit prendre le relais de DEXIA (ancien 1^{er} fournisseur d'emprunts toxiques) pour prêter de l'argent aux collectivités, d'où les marques d'affection de sa part !!! On comprend tout, ce n'est pas de l'amour, c'est de l'intérêt (à combien de % ?).

DOM.

Courrier des lecteurs

Une classe verte pour des militants en herbe

Je suis une lectrice assidue de votre journal *RésisteR* bien que très éloignée de votre zone de diffusion (j'habite dans le Beaujolais). C'est une bonne fée (ma marraine qui habite Leyr) qui m'envoie chaque nouveau numéro par courrier. J'attends chaque parution, je garde tous les numéros, je les sors à des moments opportuns, ils illustrent une pensée, ils animent une discussion et il m'arrive souvent de penser à vous...

Comme en juin dernier, lorsque j'ai accompagné une classe verte pendant quatre jours dans le Vercors, à Saint-Andéol, afin d'aider les enseignants à encadrer les quarante-sept élèves de CM1 (dont ma fille) et CM2. Ces séjours ont bien des vertus, comme celle d'aider les enfants à peaufiner leur autonomie. J'allais bientôt découvrir que cette classe verte laisserait d'autres traces chez les enfants, que ce séjour frapperait leurs esprits de façon inattendue, à ma grande satisfaction.

Au programme, plusieurs activités : escalade, tir à l'arc, théâtre, course d'orientation et... résistance. C'est bien sûr précisément lors de cette activité que j'ai pensé à vous, allez savoir pourquoi...

A raison de deux ateliers par jour et par petits groupes, les enfants ont étudié la résistance dans le Vercors avec un intervenant. Celui-ci a notamment proposé aux enfants un rallye

permettant de mieux comprendre l'état d'esprit mais aussi les difficultés quotidiennes de ceux qui, à l'époque, avaient fait le choix de ne pas céder devant l'ennemi.

Mais cet intervenant fabuleux a su communiquer bien davantage aux enfants. Il leur a transmis la nécessité absolue de continuer de nos jours à résister à tout ce qui n'est pas acceptable. Cette transmission est d'abord passée par la lecture de *Matin Brun*, la nouvelle de Franck Pavloff parue en 1998, mais devenue un grand succès en 2002 après la surprise du premier tour de l'élection présidentielle. La lecture ouvrant le débat, les enfants se sont en fait montrés très réceptifs et ont vite pris conscience de ce vers quoi peut conduire la peur et l'absence de révolte. Des exemples ont ensuite été échangés de situations possibles et actuelles dans lesquelles la résistance s'impose. Puis autour de jeux de rôle, les enfants ont fait un véritable apprentissage de l'utilité de militer et de l'importance de résister.

Dans le car du retour, je crois que certains enfants n'étaient plus tout à fait les mêmes. Reste à espérer que les parents respecteront la nouvelle sensibilité de leurs enfants et ne casseront pas cet éveil...

Pascale

R

Quand le bonheur frappe à ta porte...

Une amie, E., m'a confié ce dialogue qu'elle a soutenu avec une employée du gaz...

(Ça sonne chez elle.)

- Bonjour ! Vous êtes la locataire ?
— Non, la propriétaire... Pourquoi ?
— Je viens pour le gaz...
— Comment ça « pour le gaz » ?
— Je viens pour contrôler vos factures, pour voir si vous êtes concernée par la baisse des tarifs...
— Mais vous êtes qui, exactement ?
— Direct Énergie. Montrez-moi votre dernière facture et...
— J'ai déjà eu la visite d'Altergaz. Je ne suis pas intéressée. Je tiens à rester chez le fournisseur historique !
— On n'a rien à voir avec Altergaz, eux c'est... nous... on est... *(un truc pas clair)*. Vous êtes chez qui pour l'instant ?
— Euh... « Bleu ciel », « Dolce vita », je crois...
— Bon, ben, vous n'êtes déjà plus chez EDF-GDF ! Vous êtes au courant ?
— De toute façon, je ne VEUX pas changer d'opérateur...
— Eh bien, après ça vous ne viendrez pas HURLER que le prix du gaz augmente !
— Mais, il va augmenter, pour tout le monde...
— C'est là que vous faites erreur. Tant pis pour vous !
— Bon, écoutez, vous commencez à m'agacer et je n'aime pas tellement vos méthodes, limite malhonnêtes : vous vous présentez de façon ambiguë, en faisant miroiter une baisse de tarif pour que les gens vous ouvrent...
— Je me suis présentée dès le départ comme « Direct Énergie »... Ça, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase !
(À partir de là, n'étant pas disposée à continuer une conversation façon « il y a de l'eau dans le gaz », E. prit congé de sa visiteuse en s'assurant que la porte ferait un joli bruit en claquant.)

Lors du passage d'Altergaz, ça avait été quasiment le même topo. Quand E. leur avait demandé : « Mais, vous êtes qui ? », les deux bonshommes avaient bredouillé un truc totalement incompréhensible, avec le mot « gaz » dedans.

- Vous avez une carte professionnelle, quelque chose pour vous présenter ?
— Oui, oui, on vous montrera tout ça à l'intérieur... Et c'est là qu'E., oubliant toute prudence, les avait fait entrer chez elle. Après avoir manipulé sa facture dans tous les sens, commettant des commentaires entendus, ils avaient enfin jeté le masque et prononcé le mot fatidique : « Altergaz », d'ailleurs tellement doucement qu'E. n'avait pas tout à fait compris – « Athena Gaz ? » – et qu'elle avait dû fouiller la chose, sur Internet, après leur départ... Enfin, sachant à qui elle avait à faire, elle leur avait lancé la formule qui assomme : « Je VEUX rester chez l'opérateur historique. Pour des raisons politiques ! » Là-dessus, ils n'avaient pas insisté, car les « gens comme elle », disaient-ils, étaient forcément têtus...

On dit que Rossinot, lors de sa première campagne pour décrocher un mandat de député, fit du porte-à-porte. Comme les gens étaient assez méfiants – les barbus... déjà ! –, et qu'ils le questionnaient sans lui ouvrir, en laissant grogner et baver leur animal de compagnie, il leur répondait invariablement : « C'est le docteur ! », tel un sésame. *(Anecdote lue quelque part, il y a longtemps. Forcément.)*

Laisser pénétrer quelqu'un chez soi, on le voit, peut nous conduire à en prendre pour trente ans. Nous sommes bien placés pour le savoir.

Piéro

R



Liberté surveillée

« Maudit soit Papi ! »

NANCY, le 10 mai 2054.

Assis devant sa tasse de café fumante, André a la tête des mauvais jours. L'air absent, il songe et semble poursuivi par sa nuit de cauchemar. La quarantaine, il vient de tout perdre en quelques heures. *Maudit soit Papi !*

Pourtant il avait fait jusque là un parcours sans faute. Après de bonnes études à Poinca, il choisit la faculté de médecine, spécialité ORL. Il se souvient du bizutage, des soirées étudiantes endiablées, de Nathalie, Brigitte, Sylvie, Hélène, Denise, Evelyne, Christine, Martine, Anne, Catherine, Béatrice... Malgré un embonpoint en devenir, il ne déplaisait pas aux filles. Son humour, ses réparties, son aisance à s'exprimer, en faisaient même un redoutable séducteur. *Maudit soit Papi !*

Puis il ya l'ouverture de son cabinet, une première épouse, le premier enfant. Très tôt il pratique le sport favori de la famille : la politique. Dans quelques jours, il brigue à nouveau la mairie. Une simple formalité. Tous les observateurs avisés, dans les clubs comme le « Cercle » ou encore dans les loges de la Franc-maçonnerie dont il est membre, tous les journalistes et directeurs de publication y compris ceux du journal RésisteR de diffusion mondiale, tous lui voient un avenir national. André Rossinot Junior sera le prochain Président de la République. Et puis il y eut cette soirée... *Maudit soit Papi !*

Ce soir là, André Jr. est de retour de Paris. Il est sur un petit nuage. A la radio les commentateurs sont unanimes : il est le grand vainqueur du débat télévisé qui l'opposait à Nicolas II, le représentant de la droite nazional, et à François Paysbas, celui de la gauche bémol. Dans un pays où l'ordre moral a fait son grand retour sous la pression des ultras religieux de toutes les confessions, tous lui ont pardonné ses trois mariages et ses nombreuses infidélités. Françoise la littéraire, sa dernière épouse, l'a repris en main et le conduit dans la droiture vers les sommets. *Maudit soit Papi !*

Dans la voiture qui le ramène vers sa sévère compagne, André Jr. sent monter en lui une

pression volcanique, une turgescence dominatrice, un appétit sexuel qui ne peut plus attendre. Quelques mots au chauffeur et le véhicule bifurque dans une rue bourgeoise et s'arrête devant une maison de maître, transformée en discothèque. André passe commande avec son portable. Quelques minutes passent. Deux ravissantes jeunes femmes,

légèrement vêtues, sortent rapidement de la maison et s'engouffrent dans le véhicule qui redémarre aussitôt. A quelques rues de là, un voyant rouge se met à clignoter à l'hôtel de police du boulevard Lobau : c'est une alerte rouge à la prostitution ! *Maudit soit Papi !*

La suite des événements s'enchaîne rapidement. Arrêté par les patrouilleurs de sécurité, il subit le crépitement des flashes, l'éblouissement des torches des caméras, l'assaut des journalistes avertis automatiquement par un logiciel connecté en

permanence sur les ordinateurs de la police. Le scandale éclate dans les minutes qui suivent et met fin à sa carrière politique, professionnelle et familiale. *Maudit soit Papi !*

Assis devant sa tasse de café fumante, André Jr. maudit ce grand-père vénéré, André Rossinot, qui fit installer en 2012 ces premières caméras à proximité des discothèques de la ville qui causeront sa perte. Il savait pourtant que ces caméras associées aux cartes à puce, identifiants identifiables, mots de passe contournables, adresse IP, codes barre, blogs, forums, courriels, sms, radars, ordinateurs, micro-ordinateurs, micro processeurs et autres interconnexions multiples, il savait que chacun de ses faits et gestes était surveillé. Quelques minutes fatales lui ont fait oublier qu'il n'y avait plus de vie privée, ni pour ceux qui ont le pouvoir, ni pour ceux qui le subissent, oublier qu'il vivait en France, pays de la liberté... surveillée ! *Maudit soit Papi !*

Léon De Ryel.



DEMOCRATIE... FICTIVE

Chers tous

Je regrette de ne pas participer cette fois à l'enthousiasme euphorique qui caractérise le passage d'une année à une autre. En remplacement, je vous livre le fruit de la réflexion qu'il m'a inspirée car j'ai un souhait pour 2012. Chaque année, je me dis que l'année à venir sera meilleure que celle qui vient de se terminer. À titre personnel, ce sera difficile car l'année 2011 fut une des plus ensoleillées de mon existence.

Pour le reste du monde j'ai bon espoir : 2011 c'était quoi?

- 1 milliard d'êtres humains frappés par une famine liée à la spéculation boursière sur les denrées alimentaires de base

- La seconde catastrophe nucléaire toujours en cours au Japon, aux effets catastrophiques et interminables

- Les premiers signes de l'effondrement annoncé de notre système monétaire

- Plus près de nous, la destruction de notre système social (santé, éducation, transports...) et l'augmentation de la pauvreté et de sa criminalisation, l'introduction forcée des OGM et de la recherche de gaz de schiste.

A l'exclusion des profits matériels indécents engrangés par une minorité, les ressources de la majorité

d'entre nous sont en déclin, ce qui n'est pas grave en soi (sauf pour les plus pauvres) puisque la décroissance matérielle s'impose pour notre survie. Plus graves sont les gesticulations de nos représentants politiques braqués au maintien coûte que coûte, d'une croissance économique pour les plus riches qui équivaldrait à un suicide collectif. Est-ce là ce que nous avons choisi pour l'avenir de nos enfants? Sûrement pas!

Mais alors pourquoi les décisions des représentants du peuple ne sont-elles plus en phase avec la voix du peuple ? Les pires spécimens de notre espèce seraient-ils nos décideurs ? Est-il possible que la soif de pouvoir et d'argent soit une même maladie ? Que donner le pouvoir aux individus qui le réclament, équivaldrait à confier une colonie de vacances à une association de pédophiles ? Dans ce cas, peu d'entre nous peuvent se laver les mains de la situation qui est la nôtre, puisqu'elle résulte du choix d'une majorité aux élections. Mais la démocratie représentative est-elle démocratique ?

La démocratie représentative c'est quoi ?

La démocratie représentative a été introduite conjointement par la constitution américaine et la Révolution française à la fin du

XXVIIIe siècle. Adam Smith aux USA disait clairement : "Nous ne voulons pas de la démocratie, nous ne voulons pas que le peuple décide. Il nous faut une structure qui protège les riches des pauvres". C'est ainsi que s'est définie la démocratie représentative : "tu choisis qui te domine, qui décide à ta place", ça donne l'impression de décider de quelque chose.

Aujourd'hui, la démocratie représentative cherche à faire croire aux gens que le débat entre les riches et pauvres, entre les exploités et les exploités se ramène au débat entre la droite et

la gauche, ce qui est totalement absurde.

La gauche n'a strictement aucune intention de remettre en cause la relation de domination de l'économie de marché : patron / salarié, maître / esclave. Regardez ces "Verts" qui tablent sur une "croissance verte" qui ne vient même pas en substitution de la "croissance polluante" mais qui vient s'ajouter. Tous n'ont qu'un seul objectif : gouverner. (extrait de <http://www.p-plum.fr/?La-democratie-representative-n-est#inter1>)

La participation des citoyens français aux consultations électorales chute sans cesse d'élection en élection. Ce phénomène est un cauchemar pour nos décideurs car ils y perdent petit à petit leur légitimité et leur crédibilité et se démasquent comme des voleurs de pouvoir. A tel point qu'une proposition de loi (loi n° 3836) a été déposée le 18 octobre

2011, visant à rendre le vote obligatoire en France et à criminaliser ceux qui ne votent pas.

Je ne sais pas ce qu'il convient de faire mais je suis certain de ce qu'il ne faut plus faire. Voici quelques années, j'avais conclu que voter était un acte inutile. Aujourd'hui, je sais que voter est un acte pervers car il crédite un malfaiteur et son association (son parti). Voter, c'est collaborer. Refuser de voter, c'est le premier pas vers la démocratie. Le destin d'un pays ne dépend pas de votre façon de voter : le pire des hommes est à ce jeu aussi bon que le meilleur. Le destin du pays ne dépend pas du bulletin que vous déposez dans l'urne, mais de l'homme que vous déposez dans la rue, chaque matin. (Henry-David Thoreau)

Je vous demande d'ouvrir les yeux lorsque commencera cette année la pitoyable campagne de "lèche" de ces pirates et de jeter un regard lucide sur leurs promesses de VPR, en vous remémorant leurs tromperies et leurs mensonges passés.

Voilà mon souhait pour 2012.

C.



R

Brève ...

"Tu comprends si on n'a que des gens qui se contentent de 5000 euros par mois, on n'aura que des minables."

Jean-François Copé dans sa défense du cumul des mandats.

Date limite d'envoi des articles pour Résister! #9 : 26/02/2012

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 27/02/2012

Date de parution de Résister! #9 : 03/03/2012

=====

Points de dépôts :

* **Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy**

* **Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy**

* **Bar B'Arts : 29bis, rue Gambetta - Pont à Mousson**

* **Vêt Ethic : 33 rue St Michel 54000 Nancy**

CRS À LA CAF

Depuis plusieurs semaines les salariés de la CAF de Nancy poursuivent un mouvement de grève d'une heure chaque matin. Leurs revendications portent entre autres sur la réintégration de 3 salariés licenciés pour « insuffisance professionnelle ».

Le 17/01 le collectif La C.R.I.S.E de Nancy avait décidé de leur apporter son soutien et de faire entendre ses propres revendications quant au traitement de la précarité par l'organisme. Viviane Chevalier, directrice que le dialogue n'effraie pas, a décidé de faire appel aux CRS. Ceux-ci après démonstration de leurs équipements (boucliers, flash ball, ...) ont évacué le hall où s'étaient installés les manifestants. La directrice a pu alors interdire

l'accès du bâtiment aux usagers. L'installation du cordon de quelques policiers devant l'établissement achevant le tableau. Les manifestants et les usagers regroupés à l'extérieur ont pu dialoguer et s'informer sur les conditions de travail des agents de la CAF. Merci à la directrice d'avoir permis cette rencontre. Les salariés en lutte étendront leur mouvement par une deuxième heure de grève en après-midi à partir de jeudi 19.

Ce jour-là, auront-ils eu la chance de rencontrer le big boss de la CAF, Monsieur Patrick DEL GRANDE, le cumulard Président du Conseil d'Administration de la CAF et Président de la CFTC Bâtiment... mais si vous connaissez la CFTC Bâtiment et ses Schtroumpfs et mauvais chrétiens permanents syndicaux qui sillonnent les rues de Nancy à bord de véhicules bleus de fonction tous les jours même le dimanche !

A Suivre.



TRIPLES ANDOUILLES

On nous l'avait prédit pour mieux en désamorcer l'effet : les agences de notation ont retiré le label triple A à la France. Alors Hollande dit que c'est grave, Le Pen aussi, Fillon dit que ça n'est pas si grave. Tous annoncent qu'ils vont continuer à nous presser le citron. Ça a l'air très, très grave et important cette histoire de notation de l'économie française. Eh bien nous on s'en fout !

Les agences de notation font du mal ? Oui, mais pas forcément le mal qu'on en dit. Et surtout, le problème est ailleurs. Car ce que mesurent les agences comme Standard & Poor's ou Moddy's, c'est ce que valent les économies nationales du point de vue du capitalisme financier : stabilité, solvabilité, flexibilité du marché du travail, etc. Se réjouir d'une bonne note, s'inquiéter voire s'affoler d'une mauvaise note, c'est au fond adhérer à ce point de vue. Mais nous n'avons pas les mêmes valeurs.

Le PS et le FN qui dénoncent l'UMP de concert ne valent pas mieux que cette dernière. Tous considèrent ainsi que la notation des agences, c'est important. Mais pour la majorité de la population, pour les travailleurs en activité, au chômage ou retraités, pour les lycéens et étudiants, cela fait des mois et des années que l'on sait bien que la situation se dégrade et que ça et que la politique libérale mène au casse-

gueule. Et si les agences de notation avaient toutes maintenu le « AAA » à l'économie française, l'UMP aurait joué les fiers mais cela n'aurait strictement rien changé pour celles et ceux qui sont dans la galère, subissent les restrictions budgétaires et l'aggravation de leurs conditions de travail.

Il y a pourtant une fonction véritablement néfaste remplie par les agences de notation. Elles contribuent à légitimer, au plus haut niveau, cette absurdité de l'évaluation formelle et quantitative de toute la vie sociale*.

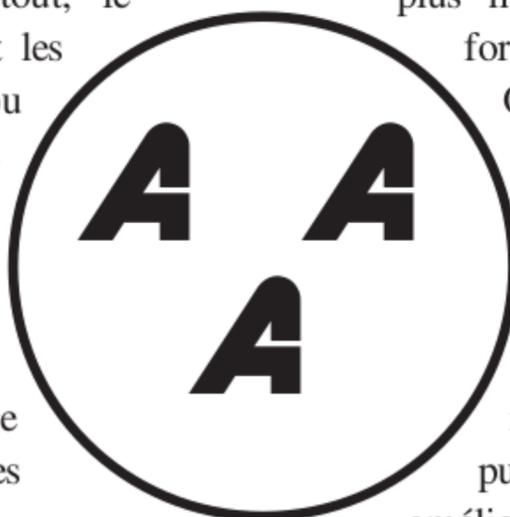
On était habitués à voir les gamins se faire noter en classe, maintenant tous les salariés sont notés, les services, les établissements publics, tout est perpétuellement évalué et noté. Pour quoi faire ? Pour se conformer au dogme libéral qui veut qu'en notant, et en instillant de la compétition à tous les étages – puisque bien entendu, si on est noté il faut améliorer sa note, même quand les critères sont débiles et les évaluateurs des abrutis – eh bien cette compétition doit améliorer les choses.

Il suffit de voir l'état des services publics (école et santé publique particulièrement) depuis qu'on a généralisé ces procédures d'évaluation, notamment avec les RGPP. En résumé, on pourrait dire que c'est du France Télécom étendu à toute la machine publique : stress pour les salariés,

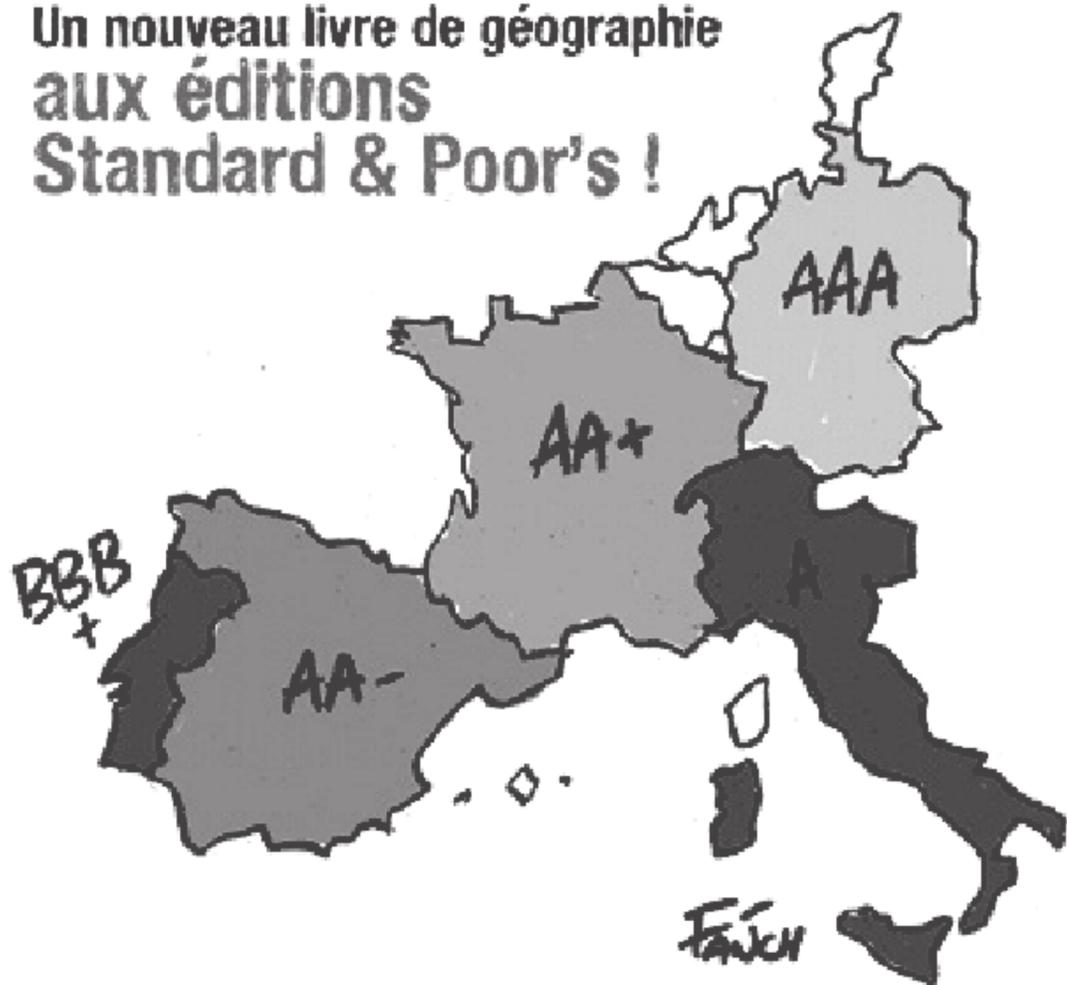
usagers transformés en clients si possible plumés au passage, et de plus en plus de temps inutilement dépensé à faire tourner la machine à noter tout ce qui peut l'être. Mais c'est aussi une vision déformée de la réalité qui s'installe, où chacune vaut un autre, toutes et tous sont mis en compétition et nulle n'est irremplaçable.

Décidément, les agences de notation ne produisent rien d'utile. Ceux qui s'en réclament ne promettent rien de bon.

* Un livre pas inintéressant sur le sujet : Alain Abelhauser, Roland Gori, Marie-Jean Sauret, *La Folie Evaluation: Le malaise social contemporain mis à nu*. Mille et une Nuits, 2011. ISBN : 978-2-7555-0631-0.



Un nouveau livre de géographie
aux éditions
Standard & Poor's !



Les suppressions de poste au 1^{er} degré

EVOLUTION DES EMPLOIS D'ENSEIGNANTS (1) A LA RENTREE 2012

	Nombre d'emplois RS2011	situation relative des académies	mesures de rentrée 2012	en % des emplois
AIX-MARSEILLE	13 496	-23	-219	-1,62%
AMIENS	10 385	173	-235	-2,27%
BESANCON	6 135	190	-154	-2,51%
BORDEAUX	14 298	-147	-203	-1,42%
CAEN	6 694	-163	-179	-2,67%
CLERMONT-FERRAND	6 066	126	-141	-2,32%
CORSE	1 429	18	-20	-1,40%
CRETEIL	24 206	-39	-233	-0,96%
DIJON	8 200	154	-181	-2,21%
GRENOBLE	15 267	-458	-153	-1,00%
GUADELOUPE	3 048	71	-134	-4,40%
GUYANE	2 310	-55	20	0,87%
LILLE	20 641	503	-399	-1,93%
LIMOGES	3 334	-31	-131	-3,93%
LYON	14 285	-273	-129	-0,90%
MARTINIQUE	2 660	362	-97	-3,65%
MONTPELLIER	12 379	38	-172	-1,39%
NANCY-METZ	11 970	648	-367	-3,07%
NANTES	13 179	-346	-137	-1,04%
NICE	9 306	71	-143	-1,54%
ORLEANS-TOURS	12 447	-100	-196	-1,57%
PARIS	7 537	-85	-98	-1,30%
POITIERS	7 923	-345	-129	-1,63%
REIMS	7 185	241	-153	-2,13%
RENNES	10 769	-203	-179	-1,66%
REUNION	6 073	-372	-69	-1,14%
ROUEN	9 488	218	-166	-1,75%
STRASBOURG	8 999	150	-216	-2,40%
TOULOUSE	13 037	226	-227	-1,74%
VERSAILLES	29 123	-548	-260	-0,89%
TOTAL	311 840	0	-5100	-1,64%

(1) y compris assistants étrangers et intervenants extérieurs

(2) une dotation négative signifie que l'académie est déficitaire en emplois, une dotation positive qu'elle est excédentaire

Les suppressions de postes dans le second degré

	Catégories d'emplois « enseignants » au 01/09/2011	Variations des moyens (en emplois)	En % du stock des emplois
Aix-Marseille	16 703	-285	-1,7%
Amiens	12 561	-242	-1,9%
Besançon	7 384	-177	-2,4%
Bordeaux	17 969	-230	-1,3%
Caen	8 385	-221	-2,6%
Clermont-Ferrand	7 185	-105	-1,5%
Corse	1 849	-25	-1,4%
Créteil	27 900	-362	-1,3%
Dijon	9 672	-157	-1,6%
Grenoble	18 194	-260	-1,4%
Lille	25 334	-589	-2,3%
Limoges	4 350	-147	-3,4%
Lyon	16 486	-263	-1,6%
Montpellier	15 213	-97	-0,6%
Nancy-Metz	14 857	-425	-2,9%
Nantes	15 686	-98	-0,6%
Nice	11 900	-113	-0,9%
Orléans-tours	14 533	-241	-1,7%
Paris	11 675	-131	-1,1%
Poitiers	9 867	-58	-0,6%
Reims	8 336	-177	-2,1%
Rennes	13 599	-55	-0,4%
Rouen	11 796	-194	-1,6%
Strasbourg	11 610	-193	-1,7%
Toulouse	15 915	-70	-0,4%
Versailles	33 532	-495	-1,5%
Martinique	3 428	-98	-2,9%
Guadeloupe	4 062	-35	-0,9%
Guyane	2 542	30	1,2%
Réunion	8 388	-87	-1,0%
Métropole + DOM	380 901	- 5 600	- 1,5 %
COM	6 203	50	+0,8%
TOTAL	387 104	- 5 550	- 1,4 %

Chatel, le peuple aura ta peau !

CERCLE DU SILENCE

à Pont à Mousson
samedi 11 février à
10H30 - place Duroc.

à Nancy
samedi 28 janvier et
25 février à 15H00
place Stanislas.

Le collectif pour la Vie des nos Écoles de Villages et le collectif de Défense des Services Publics de Leyr vous invitent à une réunion publique le **Vendredi 27 janvier 2012 à la salle des fêtes d'Abaucourt à 20H30** afin de débattre du nouveau maillage scolaire de la communauté de communes de Seille et Mauchère mettant en danger plusieurs écoles de villages. Tout le monde est concerné parents, enseignants, nounous, élus, habitants...

A noter également l'existence de deux autres collectifs de défense des écoles : un dans la communauté de communes du grand couronné et un dans la communauté de communes du Toulais.

Les prochaines dates de réunion du **collectif "Stop Gaz de schiste 54"** sont :
le **mardi 31 janvier 2012, à 19 h**, au CLID 29 Rue Guilbert de Pixérécourt 54000 Nancy ;
le **mardi 21 février 2012, à 19 h**, au CLID même adresse.

samedi 28 janvier, de 10 à 12h, réunions [Longwy, Lunéville, Nancy, Neuves Maisons, Pompey, Pont à Mousson et Toul] avec parents, enseignants et élus. Lieux non précisés pour le moment.
le **samedi 4 février : manifestation unitaire à NANCY, à 14 h**, contre les suppressions de postes dans l'éducation nationale!

Le **Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales (2L2S)**, avec le soutien de l'**Institut Européen du Salarial (IES)** et de la **Maison des Sciences de l'Homme de Lorraine** vous invite à une conférence-débat avec François Chesnais(*)

"Les dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques"

Le jeudi 02 février 2012 / 17h00-19h30

Salle internationale de la MSH-Lorraine (91 avenue de la Libération - Nancy)

(*) François Chesnais, économiste et professeur associé à l'Université Paris 13, il est l'auteur du livre "Les dette illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques" paru en 2011 aux éditions Raisons d'Agir

Conférence-débat de l'astrophysicien,

Christian Magnan :

le 20 janvier à 19h au Conseil général

sujet "l'Univers est-il fait pour l'Homme ?"

Christian Magnan : Sous-Directeur de laboratoire au collège de France jusqu'en 2008. Chercheur à l'Institut d'Astrophysique de Paris et au Groupe de Recherche en Astronomie et Astrophysique du Languedoc.

Annoncée par la Fédération des libres penseurs de Meurthe et Moselle.

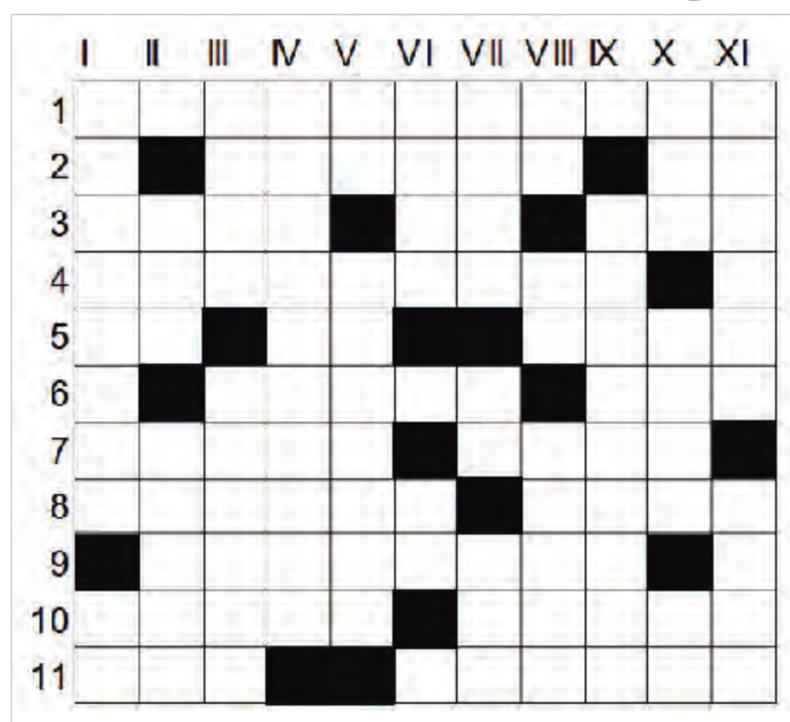
MOTS CROISES par Victor K.

Horizontalement

- 1 Le capitalisme s'en approche...
- 2 Posséderiez. Parfois source de tracas
- 3 Camarade de Karl. Sodium. Politique européenne qui fit la fortune de la FNSEA.
- 4 Ses problèmes avec son chef lui ont fait perdre la tête!
- 5 Demi sexe. Demi histoire. Les premiers sont quai Branly .
- 6 Mît a nu la belle de Fontenay. Promise.
- 7 Fera du tort. Vedette.
- 8 Capitale des marches. Chef sud américain.
- 9 Un peu.
- 10 Maladie de la tige. Envisagé.
- 11 Vieil anglais. Séparer le bon grain de l'ivraie.

Verticalement

- I Celle du capitalisme est en cours. Pas doublée.
- II POI d'antan. Vraiment n'importe qui.
- III Crevé. De là bas, en Somme!
- IV Coteries à relents gaulliens.
- V Vieille ville. En l'air.
- VI Une allemande. Diphtongue.
- VII Eut cours en Espagne. Technicien supérieur. Poutou & Co.
- VIII Magicien d'opérette. Voyelles. Si on lui ajoute son double c'est complet.
- IX Elles sont les dindons de la farce.
- X Cinq heures à Londres. De Van. Équerre.
- XI Un bout. Salle d'attente d'Hubert REEVES.



solutions du numéro 7

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI
1	M	A	L	F	A	I	T	E	U	R	S
2	A	M	I	R	A	L	L	T	R	E	S
3	T	U	B	A	L	U	I	G	I		
4	S	E	U	L	A	R	E	N	E		
5	P	E	R	D	E	S	O	N	E		
6	E	S	T	U	D	I	A	N	T	N	
7	L	A	L	R	S	E	T	I			
8	A	L	I	E	N	E	S	S	T	E	
9	S	R	U	I	N	E	R				
10	S	U	E	S	E	C	O	S	S	A	
11	E	R	S	E	S	S	M	C		S	

comment ça il manquait une case noire???